



STATE OF NEW YORK | EXECUTIVE CHAMBER

ANDREW M. CUOMO | GOVERNOR

Pour publication immédiate : 16 juin 2014

**LE GOUVERNEUR CUOMO ANNONCE LA CREATION D'UN NOUVEL OUTIL DE BASE DE DONNEES DU DFS
POUR AIDER LES BANQUES A IDENTIFIER ET FAIRE CESSER LES PRÊTS SUR SALAIRE EN LIGNE ILLICITES**

La Bank of America, première institution financière à accepter d'utiliser la base de données pour empêcher les paiements électroniques et les réseaux de débit d'être exploités pour des prêts sur salaire en ligne illicites

C'est la prochaine étape de l'enquête du DFS de plus d'un an pour éradiquer les prêts sur salaire en ligne illicites aux New Yorkais

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo a annoncé aujourd'hui que la Bank of America est la première institution financière à accepter d'utiliser un nouvel outil créé par le Département des Services Financiers (Department of Financial Services) (DFS) – pour permettre aux banques d'identifier et de faire cesser les prêts sur salaire en ligne dans l'Etat de New York. Le DFS a construit une base de données de sociétés qui ont fait l'objet d'actions de la part du DFS sur la base de preuves de prêts sur salaire illicites. La base de données sera un outil puissant de diligence raisonnable pour les institutions financières, afin de protéger les consommateurs et faire en sorte que les paiements électroniques et réseaux de débit ne soient pas utilisés pour transmettre ou recouvrer des prêts sur salaire en ligne illicites à des New Yorkais. L'annonce d'aujourd'hui constitue la prochaine d'une série de mesures que le DFS a prises lors d'une enquête de plus d'un an pour faire cesser les prêts sur salaire sur Internet illicites dans l'Etat de New York.

« Notre administration continue de lutter vigoureusement contre les prêts sur salaire en ligne – et aujourd'hui, nous invitons le secteur privé à nous rejoindre pour protéger les New Yorkais contre cette activité illégale », a déclaré le Gouverneur Cuomo. « Je félicite la Bank of America pour se mobiliser en tant qu'un leader de l'industrie dans ce domaine et pour prendre les mesures adéquates pour la protection des consommateurs de l'Etat de New York. »

Benjamin M. Lawsky, Surintendant des Services financiers, a déclaré : « Nous sommes ravis que la Bank of America montre clairement l'exemple et soit partenaire avec nous sur cette question. Au cours des prochains jours et semaines, nous nous rapprocherons des autres banques pour leur demander de nous

French

rejoindre dans cet effort. Il est essentiel que nous luttons contre ces prêts illégaux, prédateurs, qui piègent les New Yorkais dans des cycles destructeurs d'endettement. »

« Nous nous sommes engagés envers des services et produits sûrs, transparents, qui aident nos clients à développer de meilleures habitudes financières », a déclaré Andrew Plepler, Directeur de la responsabilité sociale mondiale et de la politique des consommateurs, Bank of America. « Ce programme nous offre un autre outil pour nous permettre de protéger nos clients contre des pratiques de prêt prédatrices dans l'ensemble de l'Etat de New York. »

Les prêts sur salaire sont illégaux dans l'Etat de New York selon les lois civiles et pénales sur l'usure. Dans certains cas, cependant, les prêteurs tentent de contourner l'interdiction sur les prêts sur salaire dans l'Etat de New York en offrant des prêts sur Internet – et en les recouvrant par le biais de paiements électroniques et de réseaux de débit - espérant ainsi éviter les poursuites. Toutefois, dans l'Etat de New York, les prêts sur salaire sur Internet sont tout aussi illégaux que les prêts sur salaire en personne.

La Bank of America prévoit d'utiliser la base de données de plusieurs manières qui permettront de faire cesser les prêts illégaux dans l'Etat de New York. La base de données améliorera les procédures de diligence raisonnable et de connaissance du client de la Bank of America en identifiant les sociétés qui peuvent être impliquées dans des prêts illégaux. La Bank of America envisage d'utiliser ces informations pour lui permettre de confirmer que ses clients commerciaux n'utilisent pas leurs comptes pour effectuer ou recouvrer des prêts sur salaire illégaux auprès de consommateurs de l'Etat de New York. La Bank of America envisage également d'utiliser la base de données pour identifier les prêteurs sur salaire qui sont impliqués dans des transactions de prêt sur salaire potentiellement illicites avec ses titulaires de comptes de l'Etat de New York, et, le cas échéant, contacter les banques des prêteurs pour leur signaler que les transactions peuvent être illégales. De plus, la Bank of America fournira au DFS des informations sur les activités de prêts sur salaire des prêteurs enregistrés dans la base de données, notamment en identifiant les prêteurs qui continuent d'être impliqués dans des activités de prêt potentiellement illégales, en dépit des mesures antérieures du Département.

Les efforts du DFS pour fournir aux banques des informations sur l'activité illégale de prêts sur salaire ont déjà été efficaces en faisant cesser cette activité vers et dans l'Etat de New York. En fait, depuis que le DFS fournit des informations aux banques et réseaux de débit, de nombreux prêteurs sur salaire illicites qui prêtaient dans l'Etat de New York ont arrêté.

La base de données du DFS comprend des sociétés, identifiées grâce à l'enquête en cours du Département depuis un an, qui ont effectué des prêts sur salaire illicites sur Internet à des New Yorkais. A mesure que l'enquête du DFS progresse, il sera possible de mettre à jour la base de données sur une base continue.

L'Administration Cuomo a pris une série de mesures pour éradiquer le prêt sur salaire illégal en ligne dans l'Etat de New York. En février 2013, le DFS a [adressé un avertissement](#) aux agents de recouvrement de dette que les prêts avec des taux d'intérêt au-dessus des maximums statutaires étaient nuls et non

exécutoires, et que le recouvrement de ces prêts était par conséquent illégal.

En août 2013, le DFS a [envoyé des mises en demeure](#) à 35 prêteurs en ligne réalisant des prêts d'usure auprès de New Yorkais, avec des taux d'intérêt annuels aussi élevés que 1,095 pour cent. Le DFS a également invité les banques et la NACHA, dont la mission est de protéger le système de paiements électroniques, de collaborer avec le DFS pour que les prêteurs sur salaire cessent d'avoir accès illégalement aux comptes des clients de l'Etat de New York.

Le DFS a étendu son enquête en décembre 2013 en adressant des citations à comparaître à 16 entreprises de génération de prospects en ligne, soupçonnées de publicité trompeuse et mensongère sur les prêts sur salaire en ligne, illégaux, dans l'Etat de New York. Ces entreprises en fait ne font pas directement des prêts sur salaire, mais à la place créent des sites web qui commercialisent ces prêts et collectent des informations personnelles sensibles auprès des consommateurs. Les générateurs de prospects envoient ensuite ces informations personnelles à des prêteurs sur salaire illégaux en ligne et à d'autres sociétés, notamment d'habiles escrocs. Le DFS a reçu des plaintes concernant un grand nombre de ces sociétés, notamment pour publicité trompeuse et mensongère, harcèlement téléphonique, sollicitations pour des produits non connexes et frais frauduleux pour de faux produits financiers.

En janvier 2014, le Surintendant Lawsky a également envoyé un [courrier à la NACHA](#) avec son conseil d'administration, faisant remarquer que, bien que les réformes proposées suite au courrier d'août 2013 représentaient des mesures positives, elles ne résolvaient pas de manière adéquate les abus du réseau ACH de compensation automatisée par les prêteurs sur salaire. Le Surintendant a invité la NACHA à prendre des mesures spécifiques, plus sévères, pour éradiquer le prêt sur salaire illégal sur Internet.

En avril 2014, MasterCard et Visa ont accepté avec le DFS de prendre une série de mesures pour faire cesser cette activité illégale sur leurs réseaux de cartes de débit. Le DFS a également envoyé d'autres courriers de mise en demeure à 20 prêteurs en ligne effectuant des prêts d'usure à des New Yorkais.

Les institutions financières souhaitant s'inscrire pour avoir accès à l'outil de base de données du DFS doivent contacter PaydayDatabase@dfs.ny.gov.

###

Des informations complémentaires sont disponibles sur www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418